SOMMAIRE

DÉPENSES MILITAIRES. UNE DESTITUTION. CHRONIQUE PARLEMENTAIRE. CHAMBRE DES COMMUNES. COMMUNICATION. SERVICE TÉLÉGRAPHIQUE. L'EXPOSITION DES BEAUX-ARTS. A TRAVAIL OTTAWA. FAMILLE—ANNA DIED-LE-VEU? Auguste Snider. MARCHÉS D'OTTAWA. MARCHÉS ÉTRANGERS.

DÉPENSES MILITAIRES

Un correspondant de la Patrie s'attaque à l'honorable M. Masson et à son administration du département de la milice qu'il dit avoir été fort extravagante. Il s'est aperçu que les dépenses de l'année 1878-79 dans cette branche du service public dépassent de \$159,562.32 celles de l'année précédente, et il conclut qu'on a dû se livrer à un affreux gaspillage pour arriver à pareil résultat.

Il est une chose cependant que le correspondant aurait dû se demander s'il est en fait par la bonne foi et non par le désir de combattre nos hommes publics parus et nefas. Qui est responsable de cette augmentation de dépenses? Est-ce bien M. Masson ou son prédécesseur, M. Jones? Le correspondant doit savoir qu'il s'agit de l'année expirée le 30 juin 1879—du rant laquelle M. Jones a administré le département quatre mois et M. Masson huit mois. Il ne s'est pas donné la peine de constater lequel des deux avait autorisé cette augmentation de dépenses, mais nous allons faire pour lui cette démonstration qui, bien loin d'accuser de l'extravagance chez M. Masson, prouve que son prédécesseur, un ministre libéral, est à peu près seul responsable de cet état de choses.

La dépense totale du département de la milice s'est élevée en 1877-78, à \$618,136.58 et en 1878-79 à \$777,698.90, ce qui laisse un excédant de dépenses pour cette dernière année, comparée à la précédente, de \$159,562.32. Cette différence s'explique facilement lorsque l'on sait qu'il a été imputé à l'exercice de 1878-79 une somme de \$96,707.36 pour munitions, uniformes et approvisionnements militaires, qui devrait être comprise dans les dépenses de l'année précédente, et qui ne l'a pas été parce que les factures de ces articles, alors achetées en Angleterre, arrivèrent après le 30 juin 1878. Cette somme devrait donc être déduite de l'exercice de l'année fiscale 1878-79 et en partie ajoutée à celui de 1877-78.

Les autres items qui servent à expliquer cet excédant sont pour la plupart imputables au régime Mackenzie. En voici la liste: \$12,000 pour des salaires d'exercice à Halifax et Saint-Jean, \$11,700 pour la suppression d'une émeute à Montréal, \$4,000 pour l'association canadienne des carabiniers le crédit voté jusque là était de \$6,000 et M. Jones le porta à \$10,000, soit une augmentation de \$4,000, \$3,922.16 de plus que l'année précédente—dépense ordonnée par M. Jones—pour l'équipement des batteries d'artillerie, toutes dépenses exceptionnelles dont le ministre Mackenzie est responsable.

Si l'on additionne ces différents montants, on obtient un chiffre de près de \$130,000; ce qui démontre que, si l'administration précédente avait soldé les obligations contractées pendant l'année fiscale de 1877-78, les dépenses de l'année 1878-79 contrasteraient favorablement avec celles de l'année précédente. Comme question de fait, nous pouvons ajouter que, bien loin d'avoir dépassé les crédits votés par le parlement pour le service de la milice, M. Masson est toujours resté en deca des bornes qui lui étaient assignées. Quel est le ministre libéral qui pourrait en dire autant?

La Patrie donne à entendre que la maladie de l'honorable M. Masson l'a empêché de donner à la province, dont il est l'un des représentants, la juste part d'influence à laquelle elle a droit. Cette accusation est aussi injuste que dénuée de fondement, car si l'élément français compte aujourd'hui pour quelque chose dans les conseils de la nation, s'il ne joue pas un rôle négatif comme sous le régime libéral, il le doit exclusivement au parti conservateur et à ses chefs. Si la maladie de M. Masson ne lui a pas permis de donner au pays la pleine mesure de son utilité—ce que amis et adversaires s'accordent à regretter—il n'est pas un seul ministre de la milice, cependant, depuis M. Cartier, qui ait fait autant de réformes utiles et patriotiques dans les quelques mois qu'il a passés à la tête de ce département.

UNE DESTITUTION

Nous publions dans une autre colonne une lettre relative à la destitution faite par le ministre Joly de M. Didace Tassé, inspecteur des prisons et des bureaux publics, dans la province de Québec. Cette destitution est l'une des plus odieuses que ce gouvernement tyrannique ait décrétées.

M. Tassé a non seulement été destitué sans la moindre raison, car on s'accorde à reconnaître qu'il remplissait ses fonctions avec zèle et efficacité; mais le gouvernement n'a pas même pris la peine de l'informer qu'il cessait d'être officier public. Il apprit la chose dans les gazettes, et il dut se soumettre, comme bien d'autres, à cet acte de vengeance des chefs libéraux.

Avant d'être inspecteur, M. Tassé était le registraire du comté d'Iberville. Or, il ne résigna cette charge qu'à la demande expresse du cabinet de Boucherville, qui lui promit que sa nouvelle place d'inspecteur serait permanente. Depuis plus de dix-huit mois, il souffre donc de l'injustice criante qu'on a commise à son égard.

Comme tous ceux qui ont été destitués injustement, M. Tassé a droit d'être réintégré dans la charge qu'il occupait—charge qui n'a pas été abolie—ou d'être nommé à une autre charge qui en soit l'équivalent. Aussi, espérons-nous que le gouvernement provincial fera droit à sa juste demande et réparera le plus tôt possible cet acte d'iniquité envers un officier public aussi intègre qu'actif et compétent.

CHRONIQUE PARLEMENTAIRE

L'honorable M. Angers est arrivé hier. Il sera présenté aujourd'hui à la Chambre "suivant l'usage antique et solennel."

Sir Alexander Campbell, les honorables MM Langevin et Pope et M. Plumb ont donné, hier, des dîners auxquels un certain nombre de députés étaient invités.

M. Lanthier, député de Soulanges, a pris son siège hier. Il a souffert pendant quelque temps d'une indisposition résultant d'une campagne électorale dans le comté de Stormont, qui a eu pour résultat l'élection du candidat conservateur, M. John Kerr. M. Lanthier est l'un des membres les plus expérimentés et les plus utiles de la Chambre des communes.

La loi de faillite sera certainement abolie, comme nous le disions récemment. Sir John A. Macdonald a déclaré que le gouvernement appuierait le bill présenté par M. Colby, ce qui en rend la passation certaine, non-seulement à la Chambre des Communes, mais aussi au Sénat. L'opinion publique réclame avec tellement de force l'abrogation de la loi actuelle, que ses partisans n'ont guère osé élever la voix en sa faveur, dans le débat d'hier. Aussi le projet de loi a-t-il subi, sans encombre, sa deuxième lecture, en attendant la troisième, qui ne saurait tarder. En prévision de l'adoption de la loi, MM. Girouard et Ives ont déjà annoncé qu'ils proposeraient certaines modifications au bill, lorsqu'il sera pris en considération en comité général.

Un incident: Sir John Macdonald quitte son siège, hier soir, pendant quelques minutes, au moment où M. Colby propose la seconde lecture de son projet de loi pour abolir l'acte de faillite. M. Mackenzie en profite pour demander si le gouvernement va proposer quelque mesure à cet égard. Aucun ministre ne se presse de répondre, sauf M. James Macdonald, qui déclare que la chose est sous considération (on rit).—Au retour de sir John, M. Mackenzie dit qu'il devrait au moins nommer quelqu'un qui fut autorisé à parler pour le cabinet en son absence, et ne pas laisser ainsi ses collègues dans un état de sujétion aussi apparente.

—La sujétion de mes collègues n'existe que dans l'imagination du chef de la gauche, répond sir John. S'il veut dire que nous sommes parfaitement unis, à la bonne heure. A en croire la rumeur, nos amis de la gauche ne seraient pas aussi disciplinés et pourraient profiter de l'exemple qui leur est donné par la droite. L'honorable député de Lambton n'aimerait-il pas, par exemple, à voir ses partisans se montrer plus soumis à son commandement?

Pas n'est besoin d'ajouter que le chef de l'opposition ne trouva pas la plaisanterie de son goût, et qu'il ne revint plus sur le sujet.

Plusieurs bons discours ont été prononcés, hier, sur la question de la

frontière nord-ouest d'Ontario, notamment ceux de l'honorable M. Macdougall et de M. Cameron et McCarthy. La menace proférée par M. Casey—qui n'était que le faible écho du Globe—que la population d'Ontario punirait sévèrement tous les députés de cette province qui voteraient pour la formation du comté proposé par M. Dawson, a plutôt amusé qu'effrayé les députés conservateurs de cette province.

M. Hector Cameron a paru exprimer le sentiment de la grande majorité des députés lorsqu'il a dit en terminant son discours: "Par la formation de ce comté la Chambre adopte le meilleur moyen de prendre connaissance de tous les faits qui se rattachent à la décision rendue par les commissaires. La question qui nous est soumise est très importante, très peu connue, et doit être étudiée à fond par la députation. Ontario ne veut pas autre chose que la véritable frontière à laquelle elle a droit. Si le territoire en litige appartient à Ontario, elle compte l'acquiescer; dans le cas contraire, elle ne voudra jamais réclamer ce qui ne lui appartient pas. Cette province est assez riche, assez grande, assez puissante pour se contenter de ce qui lui appartient strictement."

La plupart des députés conservateurs ont parlé à ce point de vue large et élevé.

Il était neuf heures lorsque le vote fut pris, 123 se prononçant en faveur de la motion de M. Dawson et 52 contre, soit une majorité de 71 voix, qui est été beaucoup plus considérable sans l'absence de plusieurs conservateurs. Tous les libéraux français de Québec ont voté contre la proposition de M. Dawson.

Il est probable que cette question sera portée en définitive devant le Conseil Privé; plusieurs députés se sont prononcés dans ce sens.

Nous recevons le bulletin suivant de la santé de S. A. R. la princesse Louise.

"L'état de Son Altesse s'améliore sensiblement, mais elle a besoin de calme et de repos. Les contusions qu'elle a reçues à la tête et au cou ne lui permettent pas, avant quelques jours, de supporter la fatigue d'une réception publique."

J. A. GRANT, D.M. Hôtel du gouvernement, 19 février 1880.

CHAMBRE DES COMMUNES

18 février 1880.

L'orateur prend son siège à trois heures.

Après les affaires de routine, M. Béchard—Avant que l'on procède à l'ordre du jour, je voudrais rectifier une erreur qui semble s'être répandue dans la Chambre. Je n'étais pas présent lorsque l'honorable député de Lambton a parlé du projet de loi présenté par l'honorable représentant de Stenstead, ce qui m'a empêché de donner des explications qui auraient évité tout malentendu. On a instruit que le greffier de la Chambre m'avait envoyé une copie du projet de loi de M. Colby, que j'ai agi comme si je n'en avais pas reçu communication, et que j'ai envoyé au greffier mon projet de loi de l'année dernière, afin d'avoir la préséance.

Voici les faits: Lorsque le projet de loi de M. Colby a été présenté, je me suis approché de la table du greffier pour le comparer avec le mien. Aucun bill n'y avait été déposé et c'est que plus tard que j'ai pu prendre connaissance de la mesure de mon honorable ami. Je dois déclarer aussi que je n'ai nullement l'intention de mettre des entraves à la mesure de mon collègue.

M. Colby—Je suis peiné que des insinuations aient été faites contre l'honorable député. Pour mon compte personnel, j'ai été fort maltraité par le Globe et différents journaux. J'ai donné avis de la mesure que je devais présenter et s'il s'est produit quelque défaut de forme, le blâme ne doit pas m'en être imputé.

M. Blake—Il est contraire aux règlements de la Chambre de faire imprimer des bills avant leur présentation.

M. Holton—L'avis requis n'a pas été donné.

L'Orateur—Les avis de présentation de bills ne figurent pas sur les ordres du jour.

Sir John Macdonald—Les règles de la Chambre relatives à la présentation de bills, ne sont pas parfaitement claires, il faudra les reviser afin de faire cesser toute ambiguïté.

Sir John Macdonald présente le rapport du comté spécial, nommé pour former les différents comités.

M. Bérnin présente un bill pour régler les heures de travail des enfants des jeunes filles et des femmes, dans les manufactures du Canada.

Sir John A. Macdonald fait motion que la chambre se forme demain en comité pour prendre en considération le message de Son Excellence.

Il est réglé que le but de la mesure est de faire disparaître la taxe que les municipalités imposent sur la vente des produits de ferme dans les cours des particuliers. Les municipalités incorporées ont le droit indis-

cutable de prélever un impôt sur les produits vendus dans les limites des marchés, mais comme l'ont prouvé différents décisions de tribunaux, il est douteux que ce droit s'étende à la vente sur la propriété des particuliers. Le but de ce bill est de faire disparaître les doutes qui peuvent exister sur cette question.

M. Keeler présente un bill pour abroger l'acte concernant la Cour Suprême et la Cour de l'Échiquier.

M. Anglin—Le chambre a déjà manifesté son opinion l'année dernière, au sujet de cette mesure; l'honorable député devrait la retirer, sachant qu'elle ne rencontre l'approbation, ni de la chambre ni du public.

Sir John Macdonald—Rien ne s'oppose à la présentation de ce projet de loi.

Un message du Sénat transmis à la Chambre la liste des comités de vant agir conjointement avec ceux de la Chambre des communes.

En réponse à M. Robertson, (Shelburne) demandant si le gouvernement avait l'intention de relayer, pendant la présente session, le projet de loi sur la terre ferme dans la province de la Nouvelle-Ecosse, par un télégraphe sous-marin.

Sir John A. Macdonald dit que la question est sous considération.

En réponse à M. Hesson, demandant si le gouvernement a décidé d'accepter les terrains que la corporation de la ville de Stratford offre de lui donner pour qu'il y érige un bureau de poste et une douane; et si c'est l'intention du gouvernement de construire bientôt ces bureaux.

Sir John Macdonald déclare que le gouvernement n'a reçu officiellement aucune offre de ce genre.

En réponse à M. Royal, portant la parole au nom du Dr Schultz, sir John Macdonald dit que le gouvernement procéderait dans quelques jours à la distribution de terres aux mineurs, dans les paroisses du Manitoba, qui n'ont pas encore été cotées.

M. Mackenzie reprend le débat sur la motion de M. Dawson, demandant la nomination d'un comité spécial, chargé de s'enquérir de tout ce qui traitait la délimitation des frontières entre la province d'Ontario et les territoires fédéraux non organisés.

Le premier ministre, étant trois fois en faveur d'une commission mixte et il déclarait qu'il s'en rapporterait à sa décision. Aujourd'hui il a changé d'opinion et l'honorable ministre de la justice, qui a suivi le même courant, est allé jusqu'à déclarer que les commissaires qui représentaient la province d'Ontario, n'étaient pas à la hauteur de leur tâche.

M. J. Macdonald—Je n'ai jamais rien dit de semblable.

M. Mackenzie—Leur aptitude a été mise en doute par l'honorable ministre, ainsi que par l'auteur de la résolution. Les représentants d'Ontario ne laissent rien à désirer sous le rapport de l'expertise et de l'expérience et il aurait été difficile de trouver dans tout le Canada des hommes d'une aptitude plus grande et possédant la question plus à fond. La province d'Ontario ne désire pas s'étendre au-delà des frontières qui lui ont été assignées et il n'est pas juste de l'accuser d'avoir voulu occuper le territoire de la baie d'Hudson. Pour trouver la ligne de frontière il a été nécessaire de faire des recherches minutieuses, de consulter les cartes et de compiler bien des traités, mais les commissions envoyées aux gouvernements, qui ont été invoquées comme preuves, ne peuvent pas entrer dans le débat, attendu qu'elles n'ont jamais été suivies d'effet. Le mot "northward" ne peut pas être pris dans le sens de "due north", il en est de même pour la signification du mot "westward".

Dans tous les cas la décision des arbitres, ne serait elle pas juste, doit être considérée comme finale, puisqu'elle a été acceptée. Si on la repoussait, pourquoi ne pas rejeter aussi le jugement de l'empereur Guillaume dans l'affaire de San Juan, ou bien encore le traité de Washington?

Hon. M. McDougall—L'honorable député a fait certaines insinuations à ma conduite en tant que commissaire. Je dois dire que j'ai été le premier à demander la nomination d'un troisième arbitre, devant agir conjointement avec ceux nommés par les deux gouvernements. Un rapport a été fait, mais il n'avait aucunement le caractère d'une décision commune, les faits n'ayant été consultés que par les journaux de la Chambre. Ce rapport contenait des faits, des observations relatives à la délimitation des frontières, mais ne donnait aucune conclusion. Il s'agit de diviser un immense territoire et la question est de telle importance qu'elle ne peut être décidée immédiatement par un nouveau parlement dont beaucoup de membres n'ont pas eu occasion d'étudier à fond les longs rapports et documents qui s'y rattachent. Un rapport remarquable a été publié par l'ex-ministre de l'intérieur, un autre, par un savant distingué, et un troisième, par un homme d'état, et de conciliation apparente, ceux-là mêmes qui ont sollicité leur ruine, et qui aujourd'hui sont prêts à se vêtir de toutes les couleurs et à subir de la part de leurs adversaires de la veuille, toutes les humiliations pour conserver leur position. Ce serait une chose fâcheuse de décourager et d'abandonner à la démolition l'œuvre de la justice.

Et que sont-ils donc, pour la plupart, ces libéraux qui remplacent les employés conservateurs? des gens sans principes arrêtés, sans caractère, sans connaissances suffisantes pour remplir les charges qu'ils ont obtenues par des moyens non avoués.

Pourquoi donc craindre d'en approcher, croire qu'on ne peut leur donner sans ébranler l'édifice social? pourquoi méritent-ils qu'on leur sacrifie une noble partie des conservateurs? Si des raisons d'état les

protègent dans leur usurpation, des raisons d'état plus pressantes encore protègent les opprimés contre les contempteurs du droit et de l'honneur; car l'Etat, comme les individus doit être tenu en justice et en honneur, sinon en conscience, à remplir les engagements, à faire prévaloir la bonne cause; l'extrême injustice serait de faire croire que ce qui est injuste est tenu pour juste.

Pour mieux faire comprendre toute la malice noire et l'injustice de ces destitutions, nous allons en faire connaître une avec toutes les circonstances qui l'ont précédée, accompagnée et suivie.

En juin 1876, M. Tassé était registraire depuis déjà neuf ans passés, dans le comté d'Iberville. Il y avait aussi comme notaire. On l'admettait facilement, actif et laborieux, sachant profiter des avantages que lui donnait sa position, il avait une clientèle nombreuse et lucrative comme notaire. Elle lui donnait près de \$2,000 annuellement. Alors l'administration de Boucherville, en vue sans doute du bien public, offre à M. Tassé l'inspection des bureaux publics et des prisons. Il remercie et s'excuse de ne pouvoir l'accepter, alléguant qu'il ne lui est guère possible de pouvoir remplir ces charges sans de grands sacrifices de sa part, devant être presque toujours absent et devant, en conséquence, perdre sa clientèle de notaire et se démettre de la charge de registraire. Un mois plus tard, on lui réitére l'offre. A cette seconde demande il croit devoir accepter, mais aux conditions expresses et par écrit que le salaire serait de \$1,600 et que les deux charges seraient permanentes. Le gouvernement s'est engagé à l'une et à l'autre de ces conditions, en acceptant la démission de M. Tassé. La preuve de ces engagements se trouve au département du trésor et à celui du secrétaire.

Mais le 2 mars 1878 arrivé, le cabinet de Boucherville est renvoyé, et celui de M. Joly mis à la place. Trois mois plus tard M. Tassé est destitué; il en apprend la nouvelle par les journaux en revenant de Rimouski.

A Québec, il rencontre l'autre inspecteur des bureaux publics; celui-ci fait certaines démarches auprès du gouvernement qui vient de le destituer et auprès de ses partisans. M. Tassé s'y refuse. Puis en septembre M. de Martigny est nommé, sans cause, sans motif, sans prétexte même allégué, en dépit des sacrifices faits par lui en acceptant les fonctions dont on veut le charger, et en dépit des engagements pris par le gouvernement qui lui garantissait que ces fonctions seraient permanentes.

Montréal, 17 février 1880.

—M. Alphonse Benoit et F. R. E. Campeau ont été nommés membres honoraires de l'Académie canadienne des beaux-arts.

GRANDE VENTE

On sait qu'il est d'usage parmi les marchands de faire de grandes ventes à la fin de la saison.

Je me propose d'ouvrir "la saison des chapeaux" par une vente dont tout le monde, les pauvres ouvriers principalement, se souviendront dans des années.

Je commence demain le venant qu'on peut appeler à 25 centimes.

Ces chapeaux n'appartiennent pas à un fonds de banque; ils ont été importés d'Angleterre pas plus tard que l'automne dernier.

J'en ai un assortiment considérable et avant l'ouverture de la saison je me propose de vendre 2,000 chapeaux à des prix variant de 25 à 50 centimes.

Cette vente offre des avantages particuliers aux marchands de la campagne.

R. J. DEVLIN

La balance de mon assortiment de fourrures de toutes sortes se vend au prix courant.

NOUVELLES MARCHANDISES DU PRINTEMPS.

NOUVELLE RAISON SOCIALE

La société qui existait entre MM. J. et J. L. O'DOHERTY sous les noms et raison de O'DOHERTY et Cie, a expiré le 1er du courant par limitation de temps. Les affaires seront dorénavant faites à Ottawa, sous le même nom, par M. J. O'DOHERTY.

O'DOHERTY et Cie.,

110 RUE SPARKS

Nouvelles marchandises du printemps venant d'être reçues

Nous avons le plaisir de placer devant nos pratiques et le public en général la première consignment de nos nouvelles marchandises de printemps, et l'on pourra se convaincre en les examinant, que pour le style, la variété et la valeur elles sont tout à fait supérieures à la comparaison avec celles d'importe quelle autre maison dans la Puissance.

O'DOHERTY ET Cie

AVOCAT. Bureau—Rue d'Argenteuil des rues Rideau et Sussex, Block d'Église, Ottawa, Ont.

COMMUNICATION

Une destitution.

M. le Rédacteur.

C'est évidemment pour faire des dupes que les libéraux blâment le gouvernement actuel de vouloir réintégrer les employés conservateurs qui ont été destitués sans cause par l'administration Joly. Vaine tentative! Personne, il faut l'espérer, ne se laissera prendre à ce jeu perfide.

D'ailleurs, le gouvernement a reconnu par son acte même, que ces destitutions sont injustes et illégales, qu'elles sont même des délits publics, ce que plusieurs de ses membres en ont fait un chef d'accusation contre leurs prédécesseurs en leur refusant les subsides. Comment pourraient-ils aujourd'hui les confirmer en ne réparant pas au moyen de réintégrations, les torts qu'ils leur ont causés? Au reste, une injustice qu'on voit et qu'on fait on la commet soi-même. De plus, dans ces circonstances, méconnaître les droits de ces employés éprouvés, aussi distingués par leur zèle que par leur fermeté; les laisser dans la gêne et les embarras pour leur préjudice, sans leur offrir de compensation, c'est évidemment de la déloyauté.

Et que sont-ils donc, pour la plupart, ces libéraux qui remplacent les employés conservateurs? des gens sans principes arrêtés, sans caractère, sans connaissances suffisantes pour remplir les charges qu'ils ont obtenues par des moyens non avoués.

Pourquoi donc craindre d'en approcher, croire qu'on ne peut leur donner sans ébranler l'édifice social? pourquoi méritent-ils qu'on leur sacrifie une noble partie des conservateurs? Si des raisons d'état les

protègent dans leur usurpation, des raisons d'état plus pressantes encore protègent les opprimés contre les contempteurs du droit et de l'honneur; car l'Etat, comme les individus doit être tenu en justice et en honneur, sinon en conscience, à remplir les engagements, à faire prévaloir la bonne cause; l'extrême injustice serait de faire croire que ce qui est injuste est tenu pour juste.

Pour mieux faire comprendre toute la malice noire et l'injustice de ces destitutions, nous allons en faire connaître une avec toutes les circonstances qui l'ont précédée, accompagnée et suivie.

En juin 1876, M. Tassé était registraire depuis déjà neuf ans passés, dans le comté d'Iberville. Il y avait aussi comme notaire. On l'admettait facilement, actif et laborieux, sachant profiter des avantages que lui donnait sa position, il avait une clientèle nombreuse et lucrative comme notaire. Elle lui donnait près de \$2,000 annuellement. Alors l'administration de Boucherville, en vue sans doute du bien public, offre à M. Tassé l'inspection des bureaux publics et des prisons. Il remercie et s'excuse de ne pouvoir l'accepter, alléguant qu'il ne lui est guère possible de pouvoir remplir ces charges sans de grands sacrifices de sa part, devant être presque toujours absent et devant, en conséquence, perdre sa clientèle de notaire et se démettre de la charge de registraire. Un mois plus tard, on lui réitére l'offre. A cette seconde demande il croit devoir accepter, mais aux conditions expresses et par écrit que le salaire serait de \$1,600 et que les deux charges seraient permanentes. Le gouvernement s'est engagé à l'une et à l'autre de ces conditions, en acceptant la démission de M. Tassé. La preuve de ces engagements se trouve au département du trésor et à celui du secrétaire.

Mais le 2 mars 1878 arrivé, le cabinet de Boucherville est renvoyé, et celui de M. Joly mis à la place. Trois mois plus tard M. Tassé est destitué; il en apprend la nouvelle par les journaux en revenant de Rimouski.

A Québec, il rencontre l'autre inspecteur des bureaux publics; celui-ci fait certaines démarches auprès du gouvernement qui vient de le destituer et auprès de ses partisans. M. Tassé s'y refuse. Puis en septembre M. de Martigny est nommé, sans cause, sans motif, sans prétexte même allégué, en dépit des sacrifices faits par lui en acceptant les fonctions dont on veut le charger, et en dépit des engagements pris par le gouvernement qui lui garantissait que ces fonctions seraient permanentes.

100 Pardessus

100 Ulsters

100 Canaris Chanteurs

100 ESMONDES

DIFFÉRENTS NOUVEAUTÉS

Viennent d'arriver

STITT ET CIE.,

110 RUE SPARKS

SERVICE A THÉ

100 PORCELAINE,

100 \$5.00

C. S. Shaw & Cie

63 rue Sparks

100 Pardessus

100 Ulsters

100 Canaris Chanteurs

100 ESMONDES

DIFFÉRENTS NOUVEAUTÉS

Viennent d'arriver

STITT ET CIE.,

110 RUE SPARKS

110 RUE SPARKS